

**SOCIÉTÉ****ÉDUCATION**

Vigilance dans les lycées après l'affaire Théo

Des perturbations sont attendues aujourd'hui dans plusieurs établissements de la capitale.

PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU

« **MALHEUREUSEMENT**, je confirme : je m'attends à un blocus », soupirait hier soir ce proviseur parisien, prêt à patrouiller devant son lycée dès potron-minet. A l'appel d'un groupuscule d'extrême gauche, le Mouvement interluttés indépendant (Mili), plusieurs établissements de la capitale pourraient connaître des perturbations ce matin : les élèves entendent manifester leur soutien à Théo, le jeune homme grièvement blessé par un policier lors de son interpellation à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le 2 février.

HEURTS À CLICHY HIER

Selon le Mili, « entre vingt et trente établissements » pourraient répondre présent aujourd'hui. Lundi, déjà, le rectorat de Paris a recensé des tentatives de blocage dans cinq établissements. En banlieue, en revanche, la rentrée des classes s'est passée sans incident majeur jusqu'à hier, où des heurts ont éclaté lors d'un rassemblement contre les violences policières devant le lycée professionnel René-Auffray de Clichy (Hauts-de-Seine).

Dans l'Éducation nationale, comme chez les forces de l'ordre, on scrute quotidiennement l'humeur des lycéens. « Nous sommes très vigilants et attentifs à ne pas mettre d'huile sur le feu », confie-t-on au ministère. Hier, plusieurs lycées parisiens ont reçu des appels de la préfecture de police les informant de

tensions possibles devant leurs grilles. Une manifestation sauvage, non autorisée, est aussi prévue en fin de matinée, place de la Nation. Ni l'UNL ni la Fidl, les deux principales associations lycéennes, n'ont prévu de se joindre au cortège. « Tout est fait pour que ça dégénère : ceux qui organisent ces blocus cherchent l'affrontement avec les forces de l'ordre », croit savoir un responsable syndical lycéen, peu amène envers le Mili, collectif créé en 2013 à Paris en réaction à l'expulsion de la collègienne Leonarda. La Fidl, pour autant, ne s'interdit pas de mobiliser elle aussi les lycéens sur l'affaire Théo. Mais seulement à coups de tracts et d'assemblées générales, « pour l'instant ».

“
NOUS SOMMES TRÈS ATTENTIFS À NE PAS METTRE D'HUILE SUR LE FEU”
LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE